



Crises et territoires - La Lorraine : une des régions qui ont le plus souffert de la crise

En France, la récession débute au deuxième trimestre 2008, avec une baisse du PIB de 0,4%. La Lorraine, par sa structure sectorielle, est particulièrement touchée. L'emploi salarié régional recule de 2,8% en 2009, soit une perte de 14 000 emplois, dont plus de la moitié dans l'industrie. L'emploi intérimaire réagit immédiatement et encaisse le choc, avec une chute record de près de 20% au dernier trimestre 2008. L'activation des mécanismes de gestion de la main-d'œuvre, comme le chômage partiel, ne suffit pas à contenir la montée du chômage, qui touche désormais 10% de la population active en Lorraine. La crise a aussi des effets spatiaux néfastes, en ce qu'elle frappe plus durement certains territoires lorrains que d'autres : la zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges, où le taux de chômage est le plus élevé de Lorraine, en est l'exemple.

Dès le début de l'année 2008, les premiers signes de dégradation de l'activité économique sont perceptibles. Comme la plupart des pays de la zone euro, le Royaume-Uni et le Japon, la France entre en récession au deuxième trimestre 2008 : le PIB français recule de 0,4% par rapport au trimestre précédent. Quelques pays - États-Unis ou Espagne - n'entrent en récession qu'au dernier trimestre 2008. D'autres - Chine et pays émergents d'Asie - subissent un net ralentissement de leur activité sur cette période.

La crise financière consécutive à la crise des subprimes a brutalement conduit à une récession mondiale. La contraction de l'activité dans l'ensemble des économies avancées s'accompagne d'une chute du commerce mondial qui entraîne une baisse globale des débouchés à l'exportation pour les entreprises. Parallèlement, la crise financière se traduit par un durcissement des conditions de financement des investissements. Ces deux

phénomènes conjugués conduisent à une contraction très marquée de l'investissement productif et de l'emploi.

Le paroxysme de la crise est atteint au premier trimestre 2009 et des signes d'amélioration interviennent en France à partir du deuxième trimestre. Dans la plupart des économies avancées, la sortie de récession se précise à partir du troisième trimestre 2009, grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en place au cours de l'année 2009.

La Lorraine lourdement frappée au travers de son industrie

La Lorraine perd 14 000 emplois salariés en 2009, soit une diminution de son niveau d'emploi salarié de 2,8%. Chacun des quatre grands secteurs économiques concurrentiels est affecté par la crise, mais à des degrés divers.

L'industrie est le secteur d'activité le plus touché : 7 900 pertes d'emplois, soit une baisse

Évolution de l'emploi salarié lorrain dans les secteurs marchands (données CVS en %)

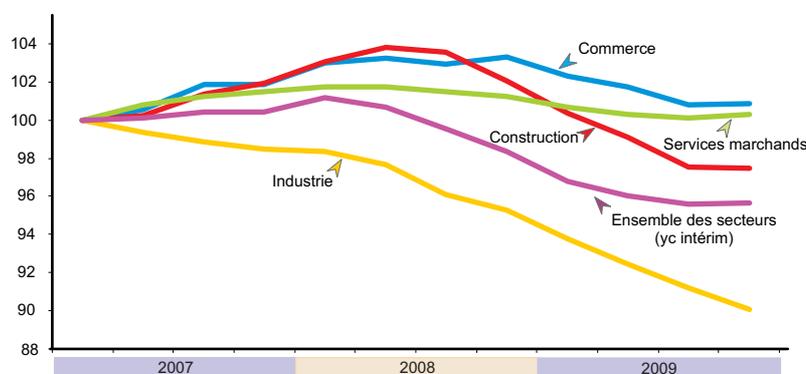
| Secteurs d'activité économique | Évolution trimestrielle | | Évolution annuelle |
|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| | 3 ^{ème} trimestre 2009 | 4 ^{ème} trimestre 2009 | Année 2009 |
| Industrie | -1,3 | -1,3 | -5,4 |
| Construction | -1,6 | 0,0 | -4,5 |
| Commerce | -1,0 | 0,1 | -2,4 |
| Services marchands | -0,2 | 0,2 | -0,9 |
| Intérim | 12,0 | 10,9 | 2,3 |
| Ensemble | -0,5 | 0,1 | -2,8 |

Champ : secteur marchand (hors agriculture et services non marchands)

Source : Insee, Estimations d'emploi

Fort recul de l'emploi industriel

Évolution de l'emploi salarié lorrain (base 100 au 1^{er} trimestre 2007)

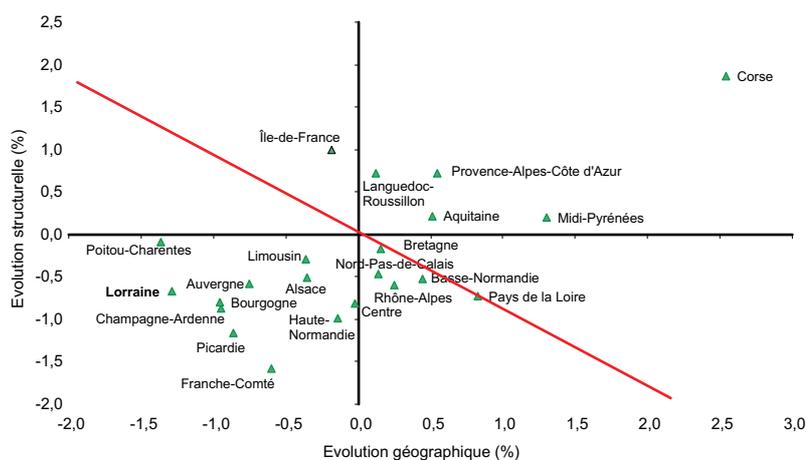


Champ : secteur marchand (hors agriculture et services non marchands)

Source : Insee, Estimations d'emploi

La Lorraine, désavantagée dans la crise par la structure sectorielle de son économie

Évolution par région du 1^{er} trimestre 2008 au 4^{ème} trimestre 2009



Guide de lecture : La droite de pente -1 (en rouge) passant par zéro sépare les régions avec un taux de croissance de l'emploi supérieur ou inférieur à la moyenne.

Cinq régions (Corse, PACA, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine) ont à la fois un effet structurel et un effet géographique positif.

En Rhône-Alpes, l'effet géographique favorable (+ 0,25 point) ne suffit pas à compenser l'effet structurel négatif (- 0,59 point) : au total son taux de croissance de l'emploi est inférieur de 0,34 point au taux de croissance moyen national.

Champ : secteur marchand (hors agriculture et services non marchands)

Source : Insee, Estimations d'emploi

de ses effectifs salariés de 5,4%. Ce secteur, rudoyé en temps ordinaire par la concurrence internationale, les délocalisations industrielles en attestent, subit de plein fouet l'atonie de la demande, tant domestique qu'extérieure, ce qui ne fait qu'exacerber ses difficultés. Les sous-secteurs industriels les moins exposés, l'agro-alimentaire et l'énergie, résistent mieux à la crise que le reste de l'industrie.

La construction et le commerce accusent des pertes d'ampleur similaire : 2 300 et 2 400 emplois, soit en variation relative -4,5% et -2,4%. La construction, par essence, est un secteur cyclique ; son niveau d'activité dépend en effet de la solvabilité des futurs acquéreurs de logements, laquelle est mise à mal par la crise et l'augmentation conséquente du chômage. Le commerce est dans une position moyenne par rapport aux trois autres grands secteurs. Très sensible à la conjoncture par le commerce de gros, il l'est beaucoup moins par le commerce de détail.

Les services marchands souffrent moins : 1 400 emplois perdus, soit une baisse des effectifs salariés de 0,9%. Les transports, très exposés à la concurrence étrangère, sont durement affectés. L'emploi recule également dans les services auxquels le consommateur peut facilement renoncer, comme l'hébergement et la restauration, et comme l'information et la communication.

Les activités immobilières se rétractent par manque de solvabilité des futurs acquéreurs, que ce manque soit réel et présent, ou seulement anticipé par les acquéreurs potentiels, du fait du chômage grandissant.

Pendant ce temps, les effectifs salariés des services aux entreprises, peu exposés à la concurrence étrangère, augmentent. Ce secteur est par ailleurs peu sensible à la conjoncture, car les services aux entreprises sont devenus indispensables, tant aux entreprises qu'aux administrations, lesquelles sous-traitent et externalisent de plus en plus.

Enfin, les services marchands fournis aux ménages emploient davantage de salariés fin 2009 que fin 2008, notwithstanding la crise. De fait, ces activités ne sont pas exposées à la concurrence étrangère et sont peu sensibles à la conjoncture. Ainsi, les services personnels (coiffure...) sont-ils considérés par le consommateur comme essentiels, auxquels il ne renonce pas facilement.

Le Grand Est particulièrement touché

La Lorraine se classe parmi les six régions françaises dont l'emploi chute le plus entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009 : 5% de baisse ou davantage. Parmi ces six régions, quatre appartiennent au Grand Est : Champagne-Ardenne, Franche-

Comté, Bourgogne et Lorraine. L'Alsace contient mieux le recul de son emploi. La Meuse, les Vosges et la Moselle réalisent une mauvaise performance en termes d'emploi durant cette période. Parmi tous les départements métropolitains, la Meuse bat le record de la baisse de l'emploi salarié durant la crise : -7,6% entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009. Seule parmi les quatre départements lorrains, la Meurthe-et-Moselle réussit à contenir tant bien que mal le recul de l'emploi, quoique quelque quarante départements résistent mieux qu'elle à la chute de l'emploi.

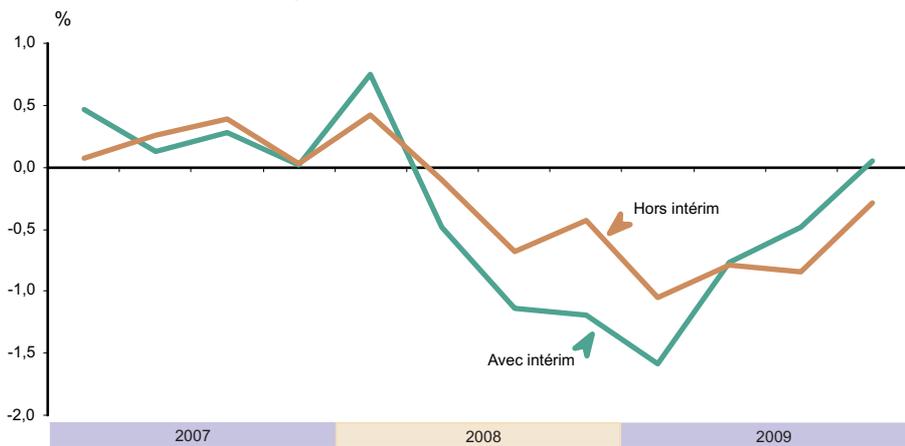
Les effets de la crise diffèrent d'une région à l'autre. L'analyse structurelle-géographique menée sur l'évolution de l'emploi régional durant la période de crise 2008-2009 indique que si la décroissance de l'emploi lorrain est supérieure de 1,96 point à celle de l'emploi français, cela est dû pour 0,67 point à un appareil productif régional moins bien spécialisé que celui de l'Île-de-France et des régions du sud, où l'emploi, plus tertiaire, décroît moins fortement que l'emploi français.

L'ajustement de l'intérim très sollicité dans une crise industrielle

L'emploi salarié lorrain hors intérim chute sans discontinuer depuis le deuxième trimestre 2008 jusqu'au quatrième trimestre 2009. Du deuxième trimestre 2008 au premier trimestre 2009, le taux de variation trimestriel, négatif, est lui-même en chute libre. Mais depuis, et jusqu'au quatrième trimestre 2009, la baisse des effectifs salariés lorrains non intérimaires ralentit. L'intérim est une variable d'ajustement économique pour les employeurs. Du deuxième trimestre 2008 au premier

L'intérim : variable d'ajustement

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié lorrain

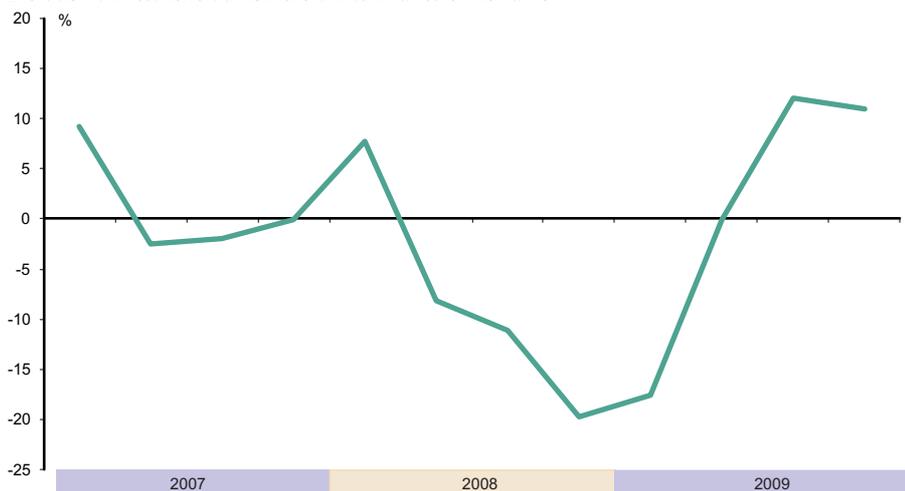


Champ : secteur marchand (hors agriculture et services non marchands)

Source : Insee, Estimations d'emploi

L'emploi intérimaire au plus bas au 4^{ème} trimestre 2008

Évolution trimestrielle du nombre d'intérimaires en Lorraine



Champ : secteur marchand (hors agriculture et services non marchands)

Source : Insee, Estimations d'emploi

L'intérim, indicateur conjoncturel avancé ?

L'évolution du nombre des intérimaires employés est souvent considérée comme un indicateur conjoncturel avancé du niveau de l'activité économique, c'est-à-dire que ce serait un bon prédictor des retournements conjoncturels. En réalité, l'intérim renseigne surtout sur l'évolution future de l'emploi, et non pas sur celle de l'activité économique, car les deux sont déphasées dans le temps. De fait, du point de vue statistique, au niveau national, intérim et PIB évoluent concomitamment et parallèlement. Par conséquent, au niveau régional, l'évolution de l'intérim doit plutôt être considérée comme un indicateur **qualitatif** (hausse ou baisse) de l'évolution du PIB de la région, puisque la statistique officielle du PIB régional n'est connue qu'avec retard.

trimestre 2009, période d'entrée, puis d'aggravation progressive et continue de la récession, le nombre d'intérimaires baisse fortement. Le point le plus bas de la chute de l'intérim est atteint au quatrième trimestre 2008 : -19,7% de variation trimestrielle. À partir du deuxième trimestre 2009, période de sortie de récession, l'emploi intérimaire stagne, puis augmente à nouveau à partir du troisième trimestre 2009 jusqu'à la fin de l'année. Cette croissance est l'indice de la croissance probable du PIB lorrain, durant le deuxième semestre 2009.

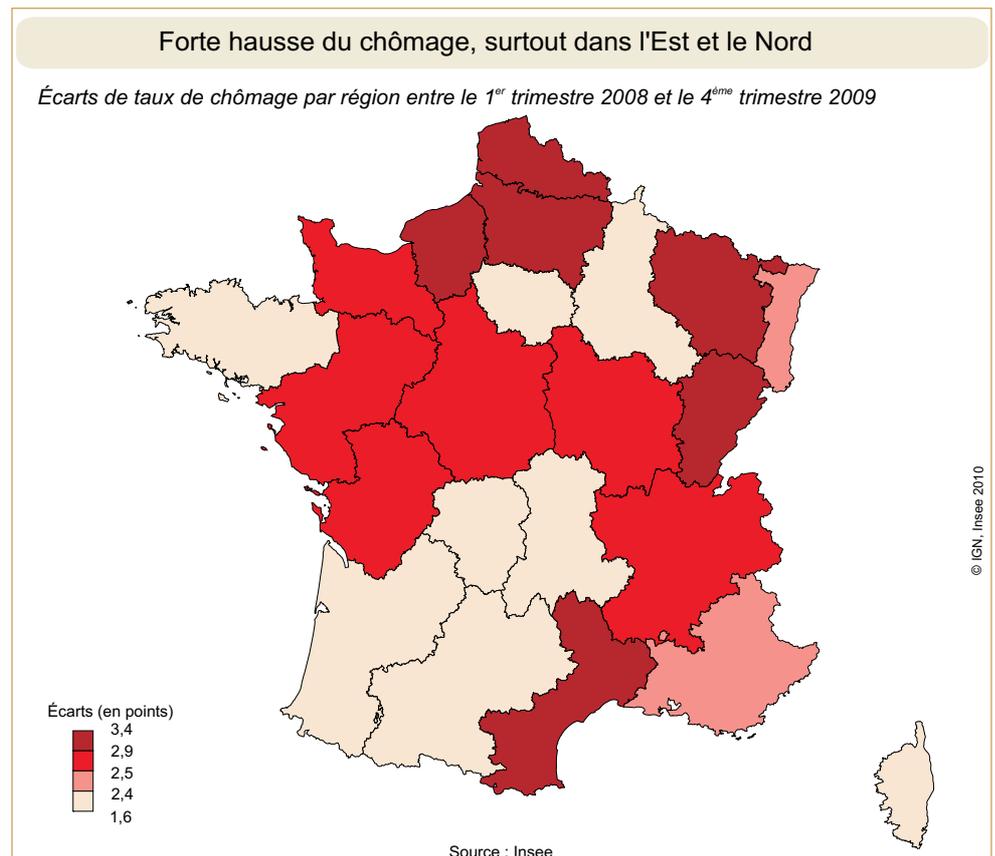
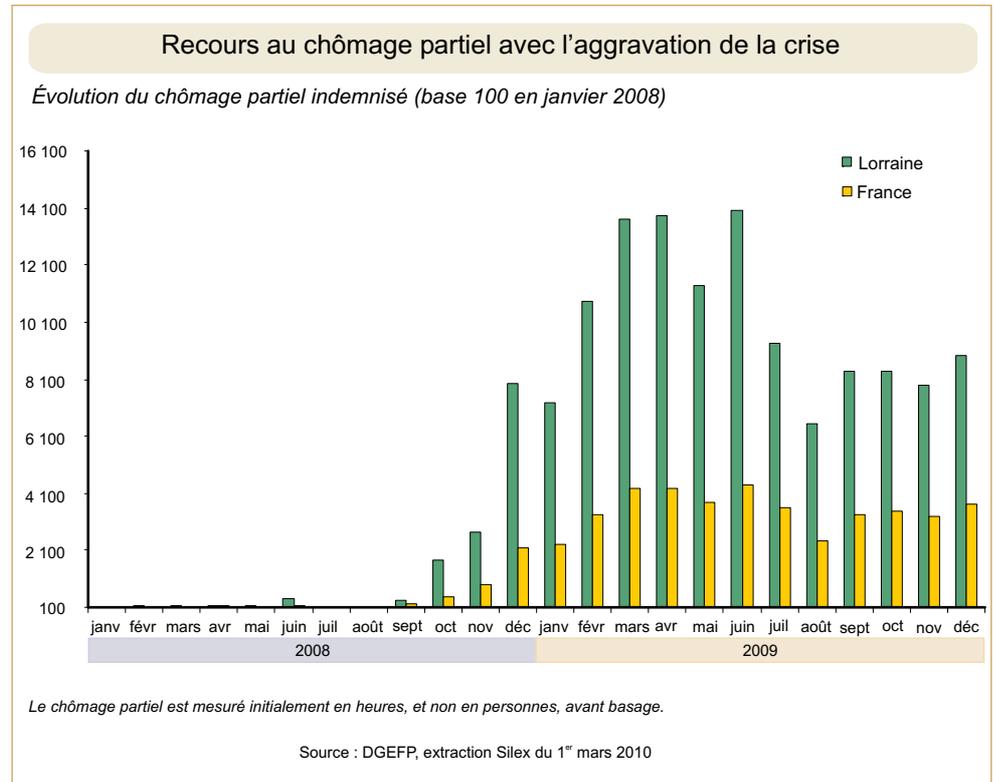
Le recours à l'intérim est un outil de gestion micro-économique entre les mains des entreprises, lesquelles modulent leurs effectifs totaux en fonction du niveau de leurs carnets de commandes. L'indemnisation du chômage des intérimaires, dont la mission n'est pas renouvelée et qui retournent alors sur le marché du travail, obéit aux mêmes règles juridiques et réglementaires que le chômage des salariés ordinaires ; par suite, l'indemnisation du chômage des intérimaires est un stabilisateur conjoncturel macro-économique en période de récession. Toutefois, le recours à l'intérim peut difficilement être considéré comme un amortisseur social de la crise, puisqu'il protège les salariés à contrat de travail avec l'entreprise, au détriment des intérimaires, dont la situation professionnelle est on ne peut plus précaire.

Le rôle du chômage partiel, ajustement micro-économique et stabilisateur macro-économique

Les employeurs peuvent recourir au chômage partiel, lorsque la réduction du recours à l'intérim ne suffit plus ou n'est pas possible, pour ajuster le volume de travail à leurs ressources en personnel permanent. En Lorraine, le recours au chômage partiel explose littéralement entre octobre 2008 et juin 2009, période qui coïncide avec l'aggravation de la crise, l'atteinte du fond de la récession au premier trimestre

2009, et le début de la rémission au deuxième trimestre 2009. Puis, le chômage partiel chute, pour se stabiliser au quatrième trimestre 2009 à un niveau qui reste tout de même élevé : 67 fois plus que son niveau du premier trimestre 2008, lequel précède immédiatement la crise. Les au-

tres régions françaises recourent elles aussi au chômage partiel durant la crise, mais dans une moindre mesure. Ainsi le niveau de chômage partiel au dernier trimestre de l'année 2009 en France n'est-il que 36 fois supérieur à ce qu'il est au premier trimestre 2008. Le chômage



partiel n'est pas seulement un moyen d'ajustement micro-économique des besoins des employeurs à leurs ressources humaines permanentes, mais aussi un stabilisateur conjoncturel macro-économique en période de récession, puisqu'il est obligatoirement indemnisé. En outre, le chômage partiel est un amortisseur social en cela qu'il préserve les emplois de ceux qui le subissent, ce qui le distingue radicalement du recours à l'intérim.

Un taux de chômage qui bondit néanmoins

Le taux de chômage de la Lorraine augmente continûment entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009 : l'accroissement du taux durant cette période est de 2,9 points. Certes, taux de chômage lorrain et taux de chômage français augmentent de conserve. Toutefois, le taux lorrain est chroniquement plus élevé que le taux français. En outre, l'écart entre le taux lorrain et le taux français s'accroît en tendance durant toute la période de crise, passant de 0,2 point de pourcentage au deuxième trimestre 2008 à 0,7 point de pourcentage au quatrième trimestre 2009. En d'autres termes, les régions françaises en moyenne résistent mieux que la Lorraine à la montée du chômage durant la crise.

La Lorraine fait partie des six régions françaises dont le taux de chômage dépasse la barre symbolique des 10% fin 2009. Parmi les cinq régions du Grand Est, la Lorraine affiche le taux de chômage le plus élevé. La Champagne-Ardenne et la Franche-Comté atteignent chacune exactement cette barre des 10%, mais l'Alsace et la Bourgogne, avec 8,8%, se situent nettement en dessous de cette barre.

Cette situation résulte de l'évolution du taux de chômage entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009. La Picardie, et plus encore la Franche-Comté, sont les deux seules régions françaises dont l'accroissement du taux de chômage est plus ample que celui de la Lorraine. Dans les

trois autres régions du Grand Est, l'élévation du taux de chômage est nettement moindre qu'en Lorraine.

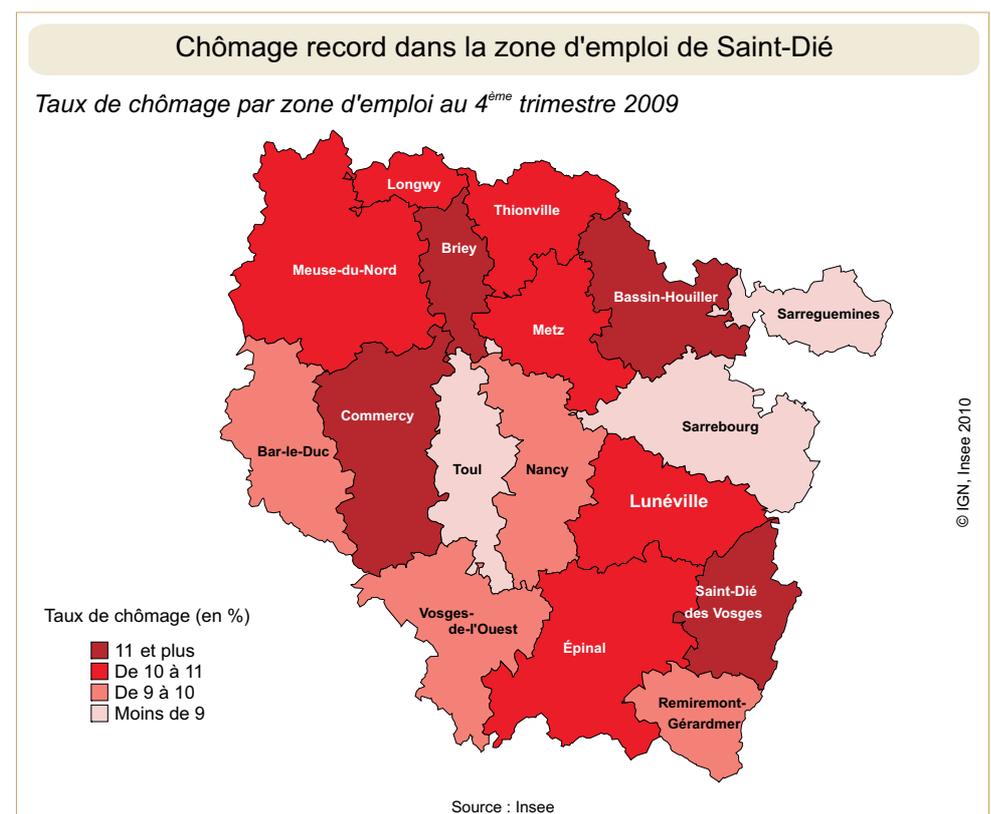
Hausse du chômage différenciée selon les zones d'emploi

Le taux de chômage augmente dans chaque zone d'emploi lorraine, sans exception aucune, entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009. Les évolutions de ces taux de chômage locaux sont resserrées : elles gravitent autour de +2,9 points (taux de chômage de la Lorraine), et oscillent entre +3,8 points pour le Bassin-Houiller et +2,2 points pour Nancy.

Les zones d'emploi lorraines se laissent ranger en quatre classes, relativement à leur taux de chômage au quatrième trimestre 2009. Quatre zones d'emploi dépassent nettement la moyenne régionale, en se situant au-dessus de la barre des 11%. Parmi celles-ci, Saint-Dié-des-Vosges accuse le taux le plus élevé : 13,2%. La classe «moyenne» gravite autour de la moyenne régionale, qui est de 10,3%. Cette classe, numériquement la plus importante avec six zones, comprend celle de Thionville, zone d'emploi moyenne

par excellence puisque son taux est de 10,3%. Ensuite, quatre zones se distinguent, avec un taux de chômage nettement en deçà de la moyenne régionale. On trouve sans surprise dans cette catégorie Nancy, puissamment protégée par son tertiaire. Enfin, trois zones sont en dessous de la barre des 9% : Toul, Sarreguemines, et Sarrebourg, dont le taux de chômage est le plus faible de toutes les zones d'emploi lorraines : 8,6%.

■ Justin BISCHOFF



Retour sur une décennie de l'emploi en région

En dehors des aspects proprement conjoncturels, des facteurs structurels et de long terme déterminent la croissance de l'emploi dans les régions. Afin d'appréhender ces tendances sous-jacentes, nous avons recherché les trajectoires régionales tendanciennes de l'emploi pour chaque secteur d'activité (A17) (séries régionales trimestrielles calées CVS, en base 100, couvrant la période du 1^{er} trimestre 2002 au 4^{ème} trimestre 2009), à l'aide de méthodes de partitionnement en nuées dynamiques.

Premier constat, les trajectoires conjoncturelles de l'emploi dans les régions sont souvent parallèles et linéaires, ce qui témoigne d'un certain déterminisme. Second constat, selon les secteurs observés, la trajectoire lorraine se rapproche des

trajectoires de telle ou telle autre région.

La Lorraine fait partie des régions qui ont connu la plus forte décroissance de l'emploi industriel, à l'exception du secteur de la fabrication de matériels de transport.

Dans le secteur de la construction, elle appartient au groupe de régions où la croissance de l'emploi a été la plus faible sur la période.

Dans le secteur du commerce et la réparation, la tendance longue est relativement stable, alors que d'autres groupes de régions ont connu une croissance forte jusqu'en 2008.

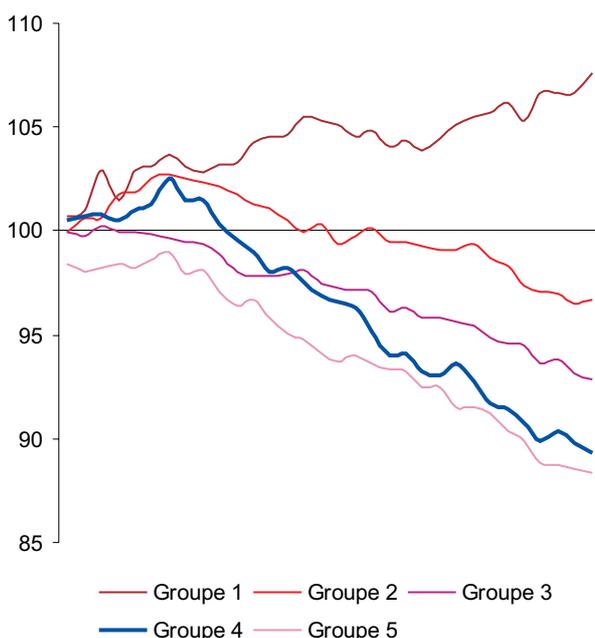
On observe une forte décroissance de l'emploi lorrain dans les transports et l'entreposage, l'information et la communication, l'intérim et les activités immobilières après 2008.

Dans l'hébergement et la restauration, les activités financières et d'assurances, la croissance de l'emploi régional a été forte. Au contraire, elle est restée inférieure à celle d'autres régions pour les activités scientifiques et techniques.

■ Christian CALZADA

Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001

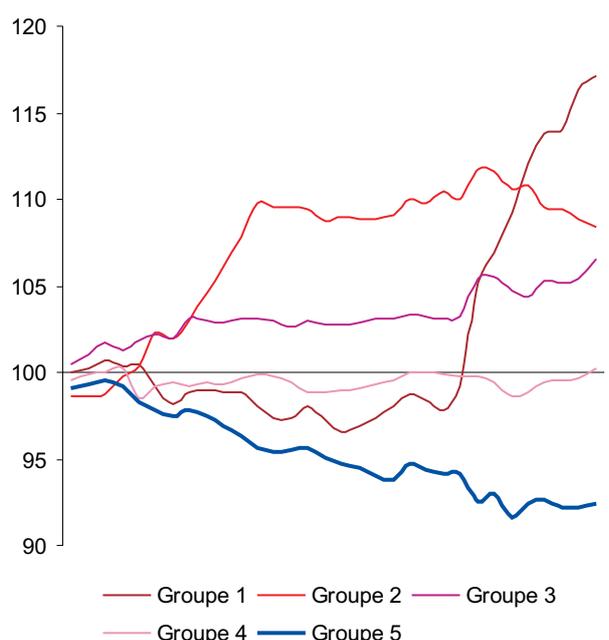


Groupe 4 : Picardie, Lorraine, Limousin, Languedoc-Roussillon
Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001

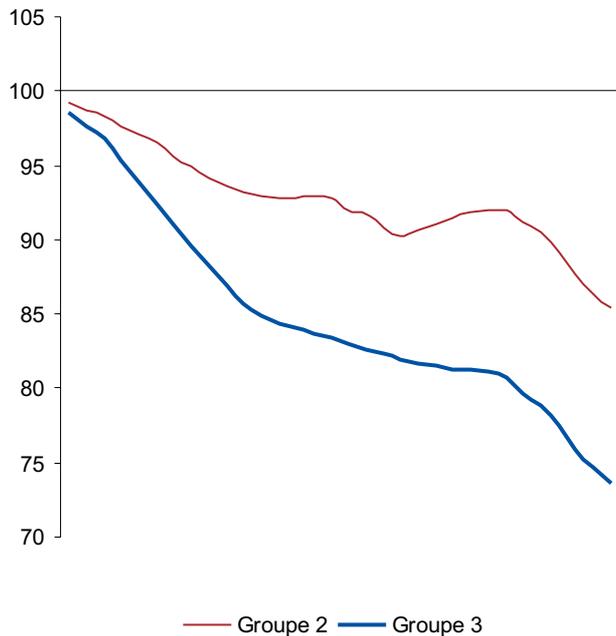


Groupe 5 : Bourgogne, Lorraine, Limousin, Alsace, Poitou-Charentes, Corse
Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



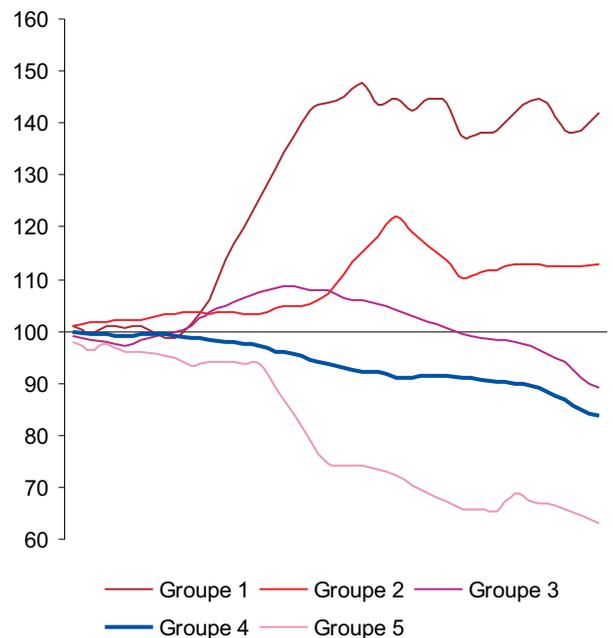
Groupe 3 : Limousin, Haute-Normandie, Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Centre, Basse-Normandie, Ile-de-France, Picardie, Lorraine, Bretagne, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais
Hors région Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Fabrication de matériels de transport

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



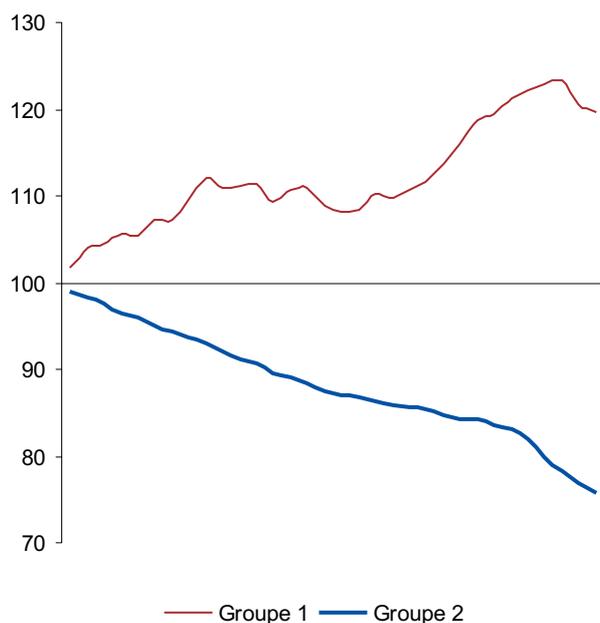
Groupe 4 : Basse-Normandie, Limousin, Ile-de-France, Haute-Normandie, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Pays de la Loire, Aquitaine, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Fabrication d'autres produits industriels

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



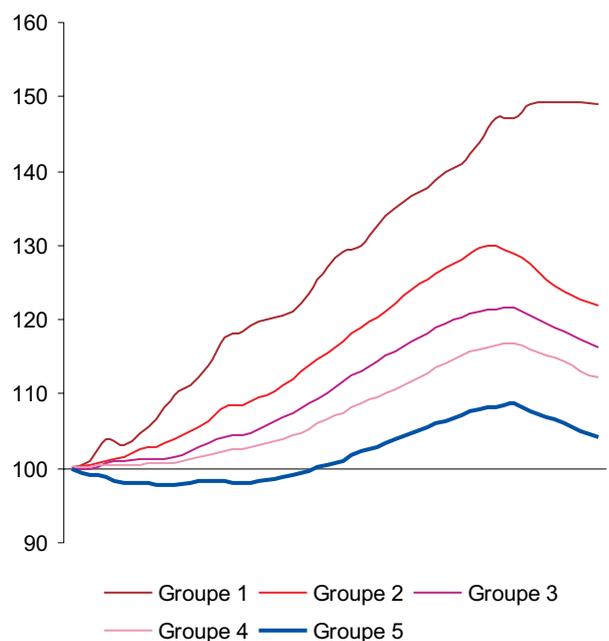
Groupe 1 : Corse
Groupe 2 : toutes les régions sauf la Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Construction

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



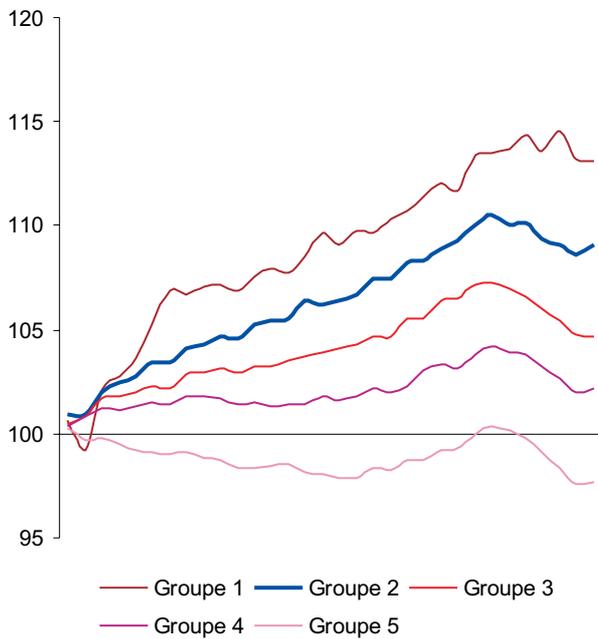
Groupe 5 : Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



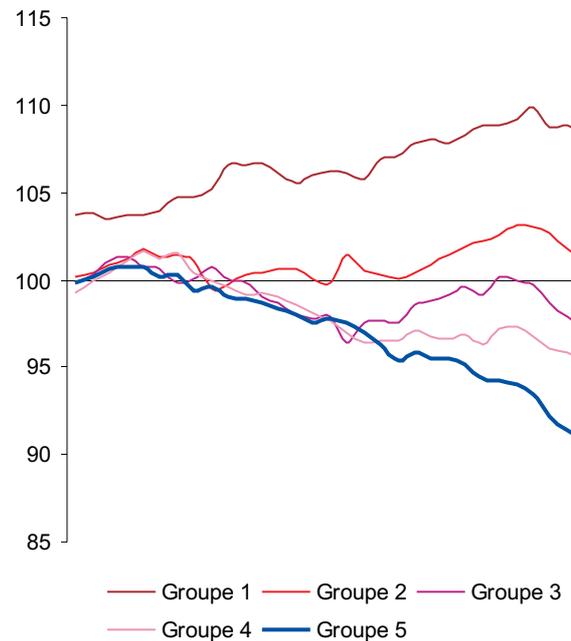
Groupe 2 : Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Lorraine

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Transports et entreposage

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



Groupe 5 : Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Auvergne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Poitou-Charentes, Limousin

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Intérim

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



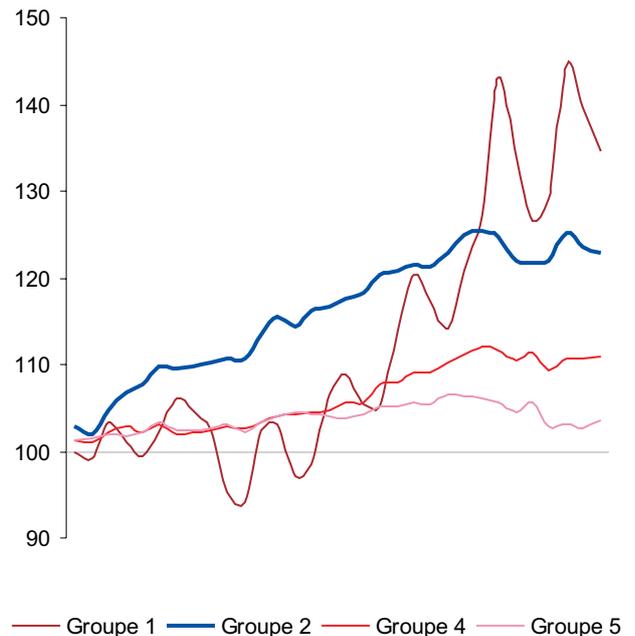
Groupe 3 : Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Picardie, Centre, Basse-Normandie, Bourgogne, Pays de la Loire, Rhône-Alpes, Auvergne
Hors région Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Hébergement et restauration

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



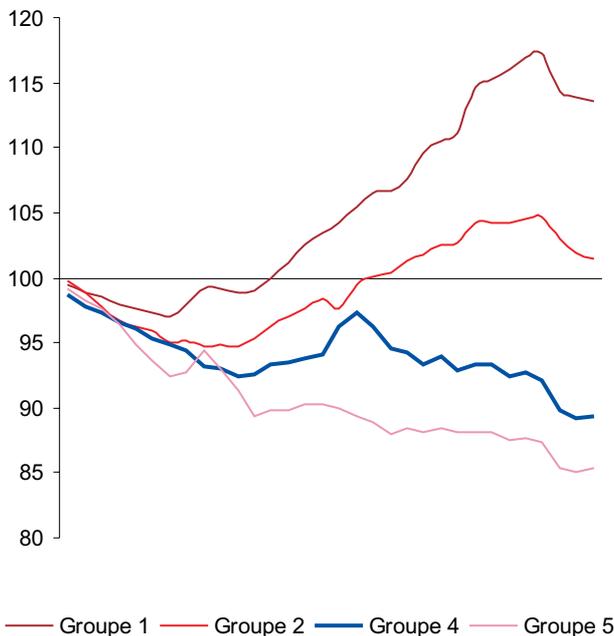
Groupe 2 : Ile-de-France, Picardie, Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Bretagne, Rhône-Alpes, Auvergne, PACA
Hors région Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Information et communication

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



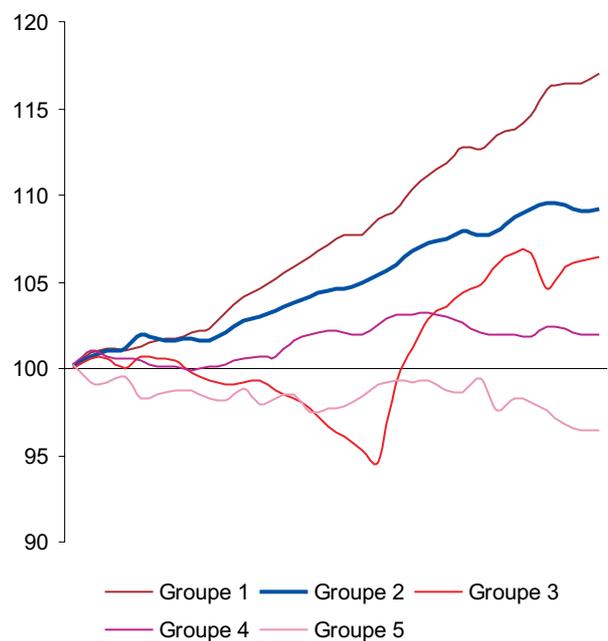
Groupe 4 : Centre, Lorraine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Champagne-Ardenne
Hors région Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Activités financières et d'assurance

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



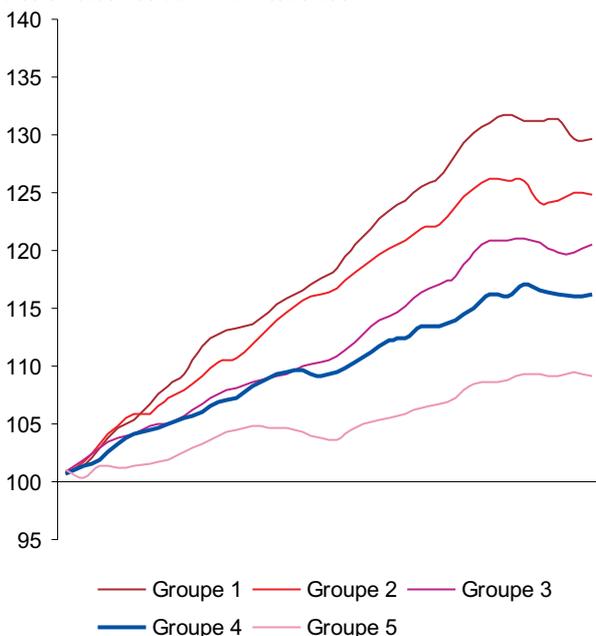
Groupe 2 : Picardie, Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Franche-Comté, Aquitaine, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, PACA Hors région Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (hors intérim)

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



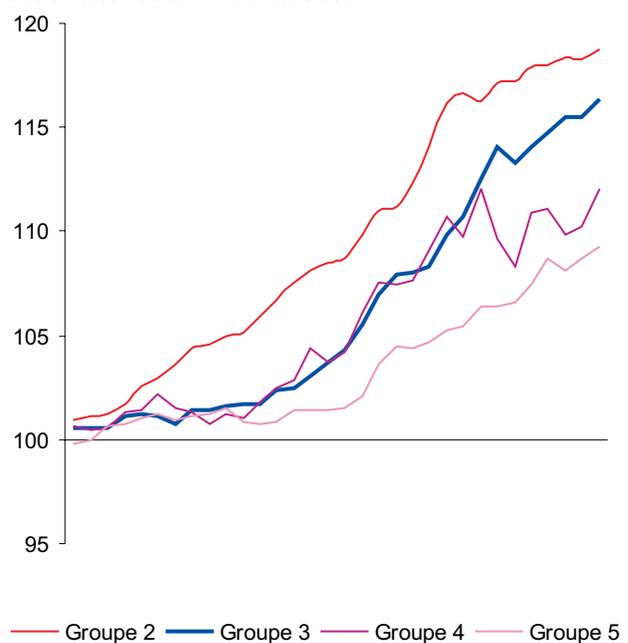
Groupe 4 : Haute-Normandie, Centre, Lorraine, Alsace, Auvergne

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Autres activités de services

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



Groupe 3 : Picardie, Centre, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Pays de la Loire, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes
Hors région Corse

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Savoir plus :

- Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions, Stève Lacroix, Insee Première n° 1295, mai 2010.

- La crise économique de 2008-2010 sur Wikipédia : <http://fr.wikipedia.org/>

- L'ajustement de l'emploi dans la crise : la flexibilité sans la mobilité ?, La note de veille, CAS, novembre 2009, n° 156.

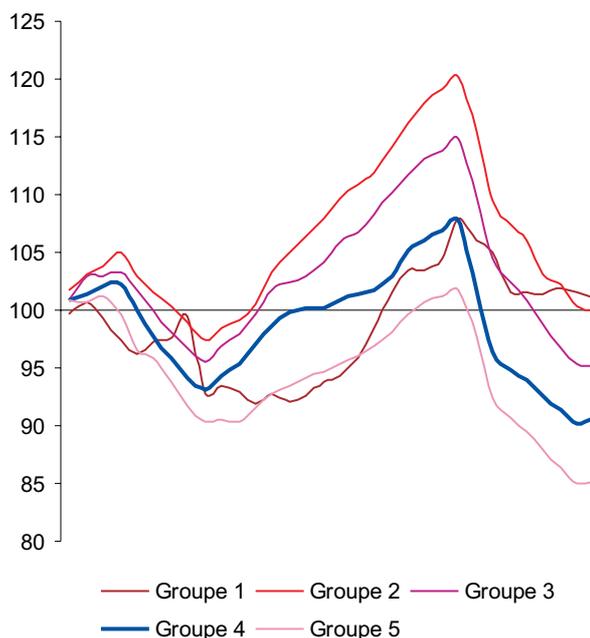
- Les recrutements et la crise : les secteurs et métiers qui résistent, Les Cahiers Études, pôle emploi, n° 5, mars 2010.

Site internet :

- www.insee.fr

Activités immobilières

Coordonnées temporelles des barycentres de chaque groupe
Indice en base 100 au 4^{ème} trimestre 2001



Groupe 4 : Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Aquitaine
Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

Une croissance brutale des prix immobiliers français s'est produite à partir de l'année 2002, cette fois-ci sur l'ensemble du territoire français. Déjà en octobre 2004, Jacques Friggit estimait que «l'évolution récente du prix des logements apparaît historiquement anormale». Entre 1997 et 2007, les prix des maisons et des appartements ont finalement augmenté de 142 %. Selon la banque BNP-Paribas, les prix de l'ancien ont quant à eux augmenté de 155 % sur le territoire national, et de 191 % à Paris correspondant à une multiplication des prix par un facteur trois. Depuis 2008, le marché immobilier est en crise correspondant au cycle de correction.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi

Insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot
CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS
Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA
Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIALE ET RELATIONS MÉDIAS

Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS ÉDITORIAUX

Édith ARNOULD
Marie-Thérèse CAMPISTROUS

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2010

Un regard sur la récession de l'hiver 1992-1993

La dernière récession économique, avant 2008, remonte à l'hiver 1992-1993. La situation économique se dégrade à partir de l'automne 1992 : l'activité marchande se réduit au quatrième trimestre 1992 puis se replie fortement (-4,4%) au premier trimestre 1993. La confiance des acteurs économiques est entamée par l'incertitude sur les taux de change : l'euro n'existe pas encore. L'instabilité des monnaies, anglaise, italienne et espagnole, entame la compétitivité des entreprises françaises et le marché extérieur souffre d'une sévère récession en Allemagne après les effets favorables de la réunification jusqu'à mi-92. Face aux incertitudes tant sur le marché intérieur - la consommation est atone - que sur le marché extérieur, les entreprises déstockent et réduisent les investissements productifs qui reculent de 8% en six mois.

Le repli de la production s'accompagne d'un recul de l'emploi, d'abord sur les contrats temporaires (intérim, CDD) en baisse de 60 000 au premier semestre 1993, puis sur les emplois stables, moins 90 000 au premier semestre et moins 80 000 au second, alors que l'emploi précaire concerne 15 000 postes de travail supplémentaires. La montée du chômage pèse sur les déficits publics (malgré un relèvement des taux de la CSG), de même que les mesures de soutien de l'économie (remise de TVA) : l'endettement de l'État et des collectivités locales s'accroît de près de 2 points de PIB.

Cette rapide chronique de la récession de 1993 n'est pas sans ressembler à celle de 2008. Cependant, ces deux périodes de récession sont très différentes. En 2008, on assiste à un ralentissement mondial de l'économie, alors qu'en 1992-1993, la récession était circonscrite à l'Europe. Plus limitée géographiquement, la récession de 1993 est plus brève (deux trimestres de baisse du PIB au lieu de quatre) et la baisse de l'activité moins intense : au plus fort de la récession, le PIB baisse de 0,7 point au premier trimestre 1993 par rapport au trimestre précédent, alors que le PIB recule d'un point et demi deux trimestres consécutifs en 2008-2009.

Dans un contexte international favorable en 1993, les acteurs reprennent confiance dès le deuxième trimestre avec les premiers indicateurs économiques d'une «sortie de crise». En 2009, la visibilité de l'avenir reste incertaine, malgré les évolutions positives de quelques secteurs d'activité.